



Institute for
Research on
Public Policy

Institut de
recherche
en politiques
publiques

Pour diffusion immédiate
Le 22 mai 2007

COMMUNIQUÉ

Quand les immigrants subissent les effets du cloisonnement des responsabilités fédérales

Ottawa doit jouer un rôle stratégique de coordination entre les multiples organismes, programmes et services visant l'amélioration de la situation d'emploi des immigrants

Montréal – À l'heure où le vieillissement démographique risque d'entraîner une pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement fédéral souhaite encourager encore quelque temps une immigration soutenue. D'où l'importance accrue d'une intégration réussie des immigrants au marché du travail. Mais selon une étude de l'IRPP publiée aujourd'hui, les politiques en la matière sont moins efficaces qu'elles le devraient.

Les auteures de cette étude, Naomi Alboim (Université Queen's) et Elizabeth McIsaac (Toronto Regional Immigrant Employment Council), ont examiné l'ensemble des programmes, projets et pratiques liés à l'emploi des immigrants pour conclure à leur faible cohérence, due au trop grand nombre d'intervenants dans le domaine. Or, le gouvernement fédéral devrait favoriser la collaboration et les contacts entre toutes les parties intéressées. L'étude rappelle que le Canada ne pourra continuer de profiter des immenses avantages de l'immigration et répondre aux demandes imminentes de main-d'œuvre qu'à la seule condition de réussir l'intégration des immigrants au marché du travail.

Le problème découlerait en partie des « silos de politiques » créés par le cloisonnement des responsabilités entre les deux ministères de la Citoyenneté et de l'Immigration (CIC) et des Ressources humaines et du Développement social (RHDCS). Le premier est chargé de la sélection et de l'établissement des immigrants, sans nécessairement viser leur intégration au marché du travail. Le second gère l'ensemble des programmes relatifs au marché du travail et l'application de la *Loi sur l'assurance-emploi*. Résultat : aucun ministère n'est précisément chargé de l'intégration des immigrants au marché du travail ; cette tâche essentielle n'a donc aucun responsable attribué.

Les chercheuses proposent une série de politiques et d'orientations susceptibles d'améliorer la situation d'emploi des immigrants qualifiés, la plupart axées sur le rôle stratégique du gouvernement fédéral. Voici leurs principales recommandations :

- ◆ Améliorer les ententes fédérales-provinciales afin de répondre efficacement aux besoins des immigrants liés au marché du travail. On doit aussi reconnaître le rôle des municipalités en renforçant leurs capacités de planifier et de fournir des services.
- ◆ Accroître le rôle d'Ottawa pour plus d'efficacité, en améliorant notamment les services d'évaluation et de formation linguistique, la sensibilisation des employeurs, le mentorat, la formation de transition, les prêts étudiants et les programmes de stage rémunérés.
- ◆ Clarifier et renforcer le mandat du Bureau de reconnaissance des titres de compétences étrangers, de manière à :
 - créer des réseaux entre employeurs et immigrants potentiels vivant encore à l'étranger ;
 - offrir un service de référence sous forme de guichet unique qui nécessiterait qu'Ottawa collabore étroitement avec les provinces et les différents intervenants à la création d'un centre national de collecte d'informations sur les exigences professionnelles de différents secteurs d'occupation, les programmes et les services ;
 - créer des outils pour améliorer la reconnaissance des titres de compétences et des qualifications et la participation des institutions directement concernées (fournisseurs de services d'évaluation, organismes de réglementation professionnels, établissements d'enseignement postsecondaire et employeurs).

On peut télécharger sans frais l'étude de Naomi Alboim et Elizabeth McIsaac intitulée *Making the Connections: Ottawa's Role in Immigrant Employment* au www.irpp.org

-30-

Pour tous renseignements ou demandes d'entrevue, prière de contacter l'IRPP.

Pour recevoir par courriel le bulletin mensuel de l'Institut, prière de s'abonner à notre service de distribution en ligne au www.irpp.org.

Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques (irpp.org) est un organisme sans but lucratif national et indépendant basé à Montréal.

Renseignements :

Jackson Wightman (jwightman@irpp.org),

Directeur des communications de l'IRPP

Bureau : (514) 985-2461, poste 324

Cellulaire : (514) 235-8308